

Annexe

Accord de coopération portant création d'un Comité consultatif de bioéthique, conclu à Bruxelles le 15 janvier 1993, entre l'Etat, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, I, 1°, l'article 5, § 1er, II, 1° et 6°, *littera a*, l'article 8bis et l'article 92bis, § 1er;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment les articles 60 et 63;

Vu la recommandation de la Conférence interministérielle du 14 septembre 1992;

Considérant la nécessité de créer un Comité consultatif de bioéthique;

Considérant que la création et le fonctionnement de ce Comité doivent se faire en coopération entre l'Etat et les Communautés,

Entre l'Etat, représenté par :

M. Jean-Luc Dehaene, Premier Ministre,

M. Melchior Wathelet, Ministre de la Justice,

M. Jean-Maurice Dehousse, Ministre de la Politique scientifique,

Mme Laurette Onkelinx, Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement,

et la Communauté flamande, représentée par les Ministres L. Detiège et W. Demeester,

la Communauté française, représentée par les Ministres M. De Galan et M. Lebrun,

la Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président J. Maraite;

la Commission communautaire commune, représentée par les Ministres J. Chabert et J.-L. Thys,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. Il est créé un Comité consultatif de bioéthique, ci-après appelé le Comité.

Le Comité exerce une double mission d'avis et d'information :

1° il donne son avis, d'initiative ou sur demande des personnes et autorités habilitées à le saisir en vertu de l'article 8 et sans préjudice des compétences attribuées aux Régions dans le domaine de la protection et de la conservation de la nature, sur les problèmes soulevés par la recherche et ses applications dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé, que ces problèmes concernent l'homme, des groupes sociaux ou la société tout entière : ces problèmes sont examinés sous leurs aspects éthiques, sociaux et juridiques, en particulier sous ceux du respect des droits de l'homme;

2° le Comité a également pour mission :

a) d'informer le public, le Gouvernement, le Parlement et les Conseils communautaires;

b) de créer et de tenir à jour un centre de documentation et d'information ;

c) d'organiser une conférence bisannuelle sur les problèmes d'éthique dans le domaine des sciences de la vie et de la santé, au cours de laquelle les questions importantes qui s'y rapportent sont abordées publiquement.

(1) Documents de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune :

Session ordinaire 1993-1994.

B -59/1 Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 1994-1995.

B - 59/2 Rapport.

Compte rendu intégral : Discussion : séance du 16 mars 1995. - Adoption : séance du 17 mars 1995.

Bijlage

Samenwerkingsakkoord houdende oprichting van een Raadgevend Comité voor bio-ethiek, gesloten te Brussel op 15 januari 1993 tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 1°, artikel 5, § 1, II, 1° en 6°, *littera a*, artikel 8bis en artikel 92bis, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 60 en 63;

Gelet op de aanbeveling van de Interministeriële Conferentie gegeven op 14 september 1992;

Overwegende dat de oprichting van een Raadgevend Comité voor bio-ethiek noodzakelijk is;

Overwegende dat de oprichting en de werking van dit Comité in samenwerking tussen de Staat en de Gemeenschappen moeten plaatsvinden,

Tussen de Staat, vertegenwoordigd door :

de heer Jean-Luc Dehaene, Eerste Minister,

de heer Melchior Wathelet, Minister van Justitie,

de heer Jean-Maurice Dehousse, Minister van Wetenschapsbeleid,

Mevr. Laurette Onkelinx, Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu,

en de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Ministers L. Detiège en W. Demeester,

de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Ministers M. De Galan en M. Lebrun,

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Minister-Président J. Maraite,

de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de Ministers J. Chabert en J.-L. Thys,

Wordt het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Er wordt een Raadgevend Comité voor bio-ethiek opgericht, hierna het Comité genoemd.

Het Comité heeft een dubbele raadgevende en informatieve taak :

1° het geeft advies op eigen initiatief of op vraag van personen en overheden die het kunnen raadplegen krachtens artikel 8, en zulks onverminderd de bevoegdheden die op het gebied van de natuurbescherming en het natuurbehoud zijn toegekend aan de Gewesten over de problemen die rijzen ten gevolge van het onderzoek en de toepassingen ervan op het gebied van de biologie, de geneeskunde en de gezondheidszorg, of deze problemen nu betrekking hebben op de mens, op groepen uit de maatschappij of op de gehele maatschappij; deze problemen worden onderzocht op hun ethische, sociale en juridische aspecten, meer bepaald betreffende de eerbiediging van de rechten van de mens;

2° het Comité heeft eveneens tot taak :

a) het publiek, de Regering, het Parlement en de Raden van de Gemeenschappen in te lichten;

b) een documentatie- en informatiecentrum op te richten en bij te houden;

c) een tweejaarlijkse conferentie te organiseren betreffende de ethische problemen op het stuk van de biowetenschappen en de gezondheid, tijdens welke belangrijke vragen die daarop betrekking hebben, in het openbaar worden behandeld.

(1) Documenten van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

Gewone zitting 1993-1994.

B -59/1 Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 1994-1995.

B - 59/2 Verslag.

Volledig verslag : Bespreking : vergadering van 16 maart 1995. - Aanneming : vergadering van 17 maart 1995.

Art. 2. Le Comité comprend trente-cinq membres choisis en raison de leurs connaissances, de leur expérience et de leur intérêt pour les problèmes éthiques, et désignés de la manière suivante :

1° Le Roi désigne par arrêté royal délibéré en conseil des Ministres :

a) seize personnalités issues des milieux universitaires, choisies sur une liste comprenant trois fois seize noms présentés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française d'une part et le Vlaamse Universitaire Raad d'autre part : parmi ces personnalités, huit sont issues des facultés des sciences et de médecine, dont cinq docteurs en médecine et deux sont titulaires d'un mandat permanent au Fonds national de la Recherche scientifique; parmi ces personnalités, huit sont issues des facultés de droit, de philosophie et des sciences humaines;

b) six docteurs en médecine en activité dont la moitié sont omnipraticiens, choisis sur une liste comprenant trois fois six noms présentés par le Conseil national de l'Ordre des médecins, deux d'entre-eux faisant partie de l'Académie de médecine;

c) deux avocats choisis sur une liste comprenant trois fois deux noms présentés par le Conseil national de l'Ordre des avocats;

d) deux magistrats;

2° Le Roi, les Exécutifs de la Communauté flamande et de la Communauté française et le Collège réuni visé à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises désignent chacun deux membres, et l'Exécutif de la Communauté germanophone un membre qui, dans le cadre de leurs fonctions, sont concernés par les problèmes bioéthiques.

Participent également aux travaux du Comité avec voix consultative :

- un représentant du Ministre de la Justice;
- un représentant du Ministre national ayant la Politique scientifique dans ses attributions;
- un représentant du Ministre national ayant la Santé publique dans ses attributions;
- un représentant de chacune des Communautés visées à l'article 3ter de la Constitution et deux représentants de la Commission communautaire commune visée à l'article 60 de la loi du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Il sera veillé, dans la composition du Comité, à représentation équilibrée des différentes tendances idéologiques et philosophiques ainsi qu'à la présence d'un nombre équilibré de membres féminins et masculins. Le Comité comprendra autant de membres d'expression française que de membres d'expression néerlandaise.

Art. 3. Pour chaque membre effectif, un membre suppléant est désigné selon les modalités prévues à l'article 2. Ce membre suppléant remplace le membre absent et achève son mandat en cas de décès ou de démission.

Art. 4. Les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable. Il prend fin de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont été nommés.

Art. 5. La qualité de membre du Comité est incompatible avec celle de membre d'une des assemblées législatives et avec celle de membre du Gouvernement ou d'un Exécutif.

Art. 6. Le Comité élit en son sein, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur, quatre vice-présidents.

Il choisit parmi eux le président. Si le Comité n'a pas choisi après deux mois le président, les Ministres compétents le désignent de commun accord.

La durée du mandat du président est d'un an.

Art. 7. La liste des président, vice-présidents et membres effectifs et suppléants du Comité est publiée au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Comité peut être saisi :

- par les Présidents du Sénat, de la Chambre des Représentants, d'un Conseil communautaire, de l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises soit à la demande de dix sénateurs, députés ou conseillers communautaires;

- par un membre du Gouvernement national, d'un Exécutif communautaire ou d'un membre du Collège réuni visé à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Art. 2 Het Comité bestaat uit vijfentertig leden gekozen op grond van hun kennis, hun ervaringen en hun interesse voor de ethische problemen. Er wordt in volgende verdeling voorzien :

1° de Koning benoemt bij in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit :

a) zestien vooraanstaanden uit de universitaire kringen, gekozen uit een lijst van drie maal zestien namen voorgedragen door de Conseil interuniversitaire de la Communauté française enerzijds en de Vlaamse Interuniversitaire Raad anderzijds : onder deze vooraanstaanden, acht personen uit de wetenschappelijke en geneeskundige faculteiten, onder wie vijf dokters in de geneeskunde en twee van die acht personen moeten houder zijn van een vast mandaat bij het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek; onder deze vooraanstaanden, acht personen uit de faculteiten rechten, filosofie en menswetenschappen;

b) zes praktizerende dokters in de geneeskunde, van wie de helft huisartsen, gekozen uit een lijst van drie maal zes namen voorgedragen door de Nationale Raad van de Orde van Geneesheren; twee onder hen moeten lid zijn van de Academie van geneeskunde;

c) twee advocaten gekozen uit een lijst van drie maal twee namen voorgedragen door de Nationale Raad van Orde van Advokaten;

d) twee magistraten.

2° De Koning, de Executieven van de Vlaamse Gemeenschap en van de Franse Gemeenschap, en het Verenigd College bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, benoemen elk twee leden en de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, een lid die, uit hoofde van hun functie, betrokken zij bij de bio-ethische problemen.

Nemen eveneens deel aan de werkzaamheden van het Comité en hebben een raadgevende stem :

- een vertegenwoordiger van de Minister van Justitie;
- een vertegenwoordiger van de nationale Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort;
- een vertegenwoordiger van de nationale Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;
- een vertegenwoordiger van elke Gemeenschap zoals staat in artikel 3ter van de Grondwet en twee vertegenwoordigers van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, zoals voorzien in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen.

Bij de samenstelling van het Comité moet voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende ideologische en filosofische strekkingen worden gezorgd alsmede voor de aanwezigheid van een evenwichtig aantal vrouwelijke en mannelijke leden. Het Comité zal een gelijk aantal franstalige en nederlandsstalige leden tellen.

Art. 3. Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervanger benoemd onder de voorwaarden bedoeld in artikel 2. Het plaatsvervangend lid vervangt het afwezige lid en voltooit het mandaat in geval van overlijden of ontslag.

Art. 4. De effectieve leden en de plaatsvervangende leden worden benoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar. Het wordt van rechtswege beëindigd wanneer de leden de hoedanigheid verliezen op grond waarvan zij zijn voorgedragen.

Art. 5. Het lidmaatschap van het Comité is onverenigbaar met een mandaat in één van de wetgevende vergaderingen en met een mandaat in de Regering of een Executieve.

Art. 6. Het Comité verkiesst onder zijn leden vier ondervoorzitters, overeenkomstig de bepalingen van het huishoudelijk reglement.

Het kiesst uit dat viertal de voorzitter. Indien het Comité, na twee maanden, geen voorzitter heeft gekozen, duiden de bevoegde ministers, in gezamenlijk akkoord, een voorzitter aan.

De duur van het mandaat van de voorzitter bedraagt één jaar.

Art. 7. De lijst met de voorzitter, de ondervoorzitters, de effectieve leden en de plaatsvervangende leden van het Comité wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Het Comité kan worden geraadpleegd :

- door de Voorzitters van de Senaat, van de Kamer van de Volksvertegenwoordigers, van een Gemeenschapsraad, van de Verenigde Vergadering, bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van tien senatoren, volksvertegenwoordigers of raadsleden van een Gemeenschap;

- door een lid van de Nationale Regering, van een Gemeenschaps-executieve of van het Verenigd College bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen;

– par un organisme de recherche scientifique, un établissement de soins ou un établissement d'enseignement supérieur;
– par un comité d'éthique local attaché à un établissement de soins ou à une université ou agréé par une Communauté.

Le Comité peut également se saisir de toute question qu'il estime entrer dans le cadre de sa mission.

Art. 9. Par décision motivée et à la majorité des deux tiers des membres présents, le Comité peut refuser de donner suite à une question qu'il estime ne pas relever de sa compétence ou qui a déjà fait l'objet d'un avis ou d'un examen.

Art. 10. Le Comité doit rendre son avis dans les six mois de sa saisie.

Art. 11. Le Comité peut constituer en son sein des commissions restreintes en vue d'instruire les questions que le Comité est amené à examiner. Elles sont composées de manière à refléter la composition du Comité. Ces commissions établissent un rapport approfondi et élaborent des projets d'avis.

Art. 12. Les commissions restreintes peuvent faire appel, pour la confection des rapports et des projets d'avis à soumettre au Comité, à des experts scientifiques et à des personnes pouvant justifier d'une expérience pratique.

Art. 13. Le Comité comprend un Bureau, composé du président et des vice-présidents.

Le Bureau règle les travaux du Comité et assure la coordination des différentes commissions restreintes.

Le Comité peut également faire appel à des experts scientifiques et à des personnes pouvant justifier d'une expérience pratique.

Art. 14. Les séances du Comité, du Bureau et des commissions restreintes ne sont pas publiques.

Art. 15. Le Comité ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Le Comité se prononce sur les projets d'avis des commissions restreintes. Si un projet d'avis n'est pas accepté tel quel, le Comité peut en modifier la teneur, il motive ces modifications par rapport à l'avis initial de la commission restreinte.

Le Comité peut également le renvoyer en commission restreinte avec ses remarques, en vue d'un nouvel examen.

L'émission par le Comité d'un avis se départissant du projet de la commission restreinte ne déssaisit cependant pas celle-ci de la possibilité de poursuivre, si elle l'estime utile, son examen.

Les avis adoptés reproduisent les divers points de vue exprimés.

Art. 16. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre de la Justice et des Ministres ayant la Politique scientifique et la Santé publique dans leurs attributions ainsi que des Exécutifs communautaires et du Collège réuni visé à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

Ce règlement définit les modalités de fonctionnement du Comité, du Bureau et des commissions restreintes.

Art. 17. Le Comité publie annuellement un rapport contenant ses avis, un relevé des questions en cours d'étude, un aperçu de ses activités ainsi que de celle des comités d'éthique locaux visés à l'article 8.

Ce rapport est adressé aux Présidents du Sénat et de la Chambre, au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, aux Ministres ayant la Politique scientifique et la Santé publique dans leurs attributions, aux Ministres-Présidents des Exécutifs communautaires et aux Présidents des conseils communautaires.

Ce rapport est également adressé à toute personne qui en fait la demande.

Art. 18. Il est institué auprès du Comité un Secrétariat chargé des tâches techniques et administratives qui lui confient le Comité, le Bureau et les commissions restreintes.

Le Secrétariat est également chargé de la mise sur pied et de la tenue d'un Centre de documentation et d'information accessible suivant les modalités arrêtées par le Roi en accord avec les Exécutifs communautaires et avec le Collège réuni. Il collationne notamment les rapports d'activités qui lui sont transmis par les comités d'éthiques locaux visés à l'article 8.

– door een instelling voor wetenschappelijk onderzoek, een verzorgingsinstelling of een inrichting voor hoger onderwijs;

– door een plaatselijk ethisch comité verbonden aan een verzorgingsinstelling of een universiteit of erkend door een Gemeenschap.

Het Comité kan eveneens uit eigen beweging elk probleem onderzoeken dat naar zijn oordeel in het kader van zijn opdracht past.

Art. 9. Het Comité kan, bij een met redenen omkleed besluit en bij tweederde meerderheid van de aanwezige leden, weigeren gevolg te geven aan een verzoek tot advies betreffende een probleem dat naar zijn oordeel niet tot zijn bevoegdheid behoort dat reeds is onderzocht of waarover reeds een advies is verleend.

Art. 10. Het Comité dient zijn advies uit te brengen binnen zes maanden na het verzoek tot advies.

Art. 11. Het Comité kan in zijn schoot beperkte commissies instellen met het oog op de bestudering van de problemen die het Comité moet onderzoeken. Die Commissies zijn op zodanige wijze samengesteld dat zij de samenstelling van het Comité weerspiegelen. De Commissies stellen een gedetailleerd verslag op en werken ontwerpen van advies uit.

Art. 12. De beperkte commissies kunnen, voor het opstellen van de verslagen en ontwerpen van advies welke aan het Comité worden voorgelegd, een beroep doen op wetenschappelijke deskundigen en op personen die ter zake een praktische ervaring kunnen aantonen.

Art. 13. Het Comité heeft een Bureau, samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitters.

Het Bureau regelt de werkzaamheden van het Comité en coördineert de werkzaamheden van de verschillende beperkte commissies.

Het Comité kan eveneens een beroep doen op wetenschappelijke deskundigen en op personen die een praktische ervaring kunnen aantonen.

Art. 14. De zittingen van het Comité, van het Bureau en van de beperkte commissies zijn niet openbaar.

Art. 15. Het Comité kan slechts geldig beraadslagen indien ten minste de helft van de leden aanwezig is.

Het Comité spreekt zich uit over de ontwerpen van advies van de beperkte commissies. Indien een ontwerp van advies niet zonder meer wordt aangenomen, kan het Comité de inhoud ervan wijzigen; het Comité motiveert de wijzigingen aan het oorspronkelijk advies van de beperkte commissie.

Het Comité kan het advies met zijn opmerkingen eveneens terugsturen naar de beperkte commissie, met het oog op een nieuw onderzoek.

Het uitbrengen van een advies door het Comité waarbij het afziet van het advies van de beperkte commissie betekent echter niet dat die commissie het recht wordt ontnomen om haar onderzoek verder te zetten indien zij dit nuttig acht.

De aangenomen adviezen zullen de verschillende uiteengezette standpunten weergeven.

Art. 16. Het Comité stelt een huishoudelijk reglement op, dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Minister van Justitie en aan de Ministers tot wier bevoegdheid Volksgezondheid en Wetenschapsbeleid behoren evenals aan de Gemeenschapsexecutieven en aan het Verenigd College, bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen.

Dat reglement bepaalt de werkingsmodaliteiten van het Comité, het Bureau en de beperkte commissies.

Art. 17. Het Comité publiceert jaarlijks een verslag dat de uitgebrachte adviezen bevat, alsmede een lijst van de problemen die ter studie liggen, een overzicht van de activiteiten alsook van de activiteiten van de plaatselijke ethische comités bedoeld in artikel 8.

Dat verslag wordt toegestuurd aan de Voorzitters van Senaat en Kamer, aan de Eerste Minister, aan de Minister van Justitie, aan de Ministers tot wier bevoegdheid Wetenschapsbeleid en Volksgezondheid behoren, aan de Voorzitters van de Gemeenschapsexecutieven en aan de Voorzitters van de Raden van de Gemeenschappen.

Het verslag wordt eveneens toegezonden aan eenieder die er om verzoekt.

Art. 18. Bij het Comité wordt een Secretariaat opgericht, dat belast is met de technische en administratieve taken die eraan worden toevertrouwd door het Comité, het Bureau en de beperkte commissies.

Het Secretariaat is eveneens belast met de oprichting en het bijhouden van een documentatie- en informatiecentrum toegankelijk volgens de modaliteiten vastgesteld bij koninklijk besluit in akkoord met de Gemeenschapsexecutieven en met het Verenigd College. Onder meer verzamelt het de activiteitsverslagen die het ontvangt van de plaatselijke ethische comités bedoeld in artikel 8.

Le Roi, en accord avec les Exécutifs communautaires ainsi qu'avec le Collège réuni, fixe le cadre, le statut et les traitements du personnel ainsi que les modalités de fonctionnement du Secrétariat. Les membres du personnel sont détachés des services publics.

Art. 19. Le président, les vice-présidents et les membres du Comité ont droit à des jetons de présence dont le montant est fixé par le Roi en accord avec les Exécutifs communautaires et le Collège réuni.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de séjour et de parcours conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Ils sont assimilés à cet égard des fonctionnaires du rang 15; le président est assimilé à un fonctionnaire du rang 17.

Les personnalités extérieures scientifiques non-membres désignées par le Comité et les commissions restreintes peuvent être rétribués dans les conditions définies par le Roi en accord avec les Exécutifs communautaires et le Collège réuni.

Art. 20. Les crédits nécessaires au fonctionnement du Comité sont à concurrence des trois-quarts à charge du budget national et à concurrence d'un quart à charge des budgets de la Communauté flamande, de la Communauté française, de la Communauté germanophone et de la Commission communautaire commune visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, la répartition entre ceux-ci se faisant par parts égales.

Art. 21. Le présent accord de coopération sera approuvé par une loi, par un décret des Conseils de la Communauté flamande, de la Communauté française et de la Communauté germanophone et par une ordonnance de l'Assemblée réunie visée à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

Art. 22. Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour où l'exigence prévue à l'article 21 sera accomplie.

Bruxelles, le 15 janvier 1993.

Pour l'Etat :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de la Politique scientifique,
J.-M. DEHOUSSE

La Ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique
et de l'Environnement,
Mme L. ONKELINX

Pour la Communauté flamande :

La Ministre communautaire de l'Emploi et des Affaires sociales,
Mme L. DETIEGE

Le Ministre communautaire des Finances et du Budget,
des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Pour la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Pour la Communauté germanophone :

Le Président de l'Exécutif, Ministre communautaire des Finances,
de la Santé, de la Famille, du Sport et du Tourisme,
J. MARAITE

Pour la Commission communautaire commune :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique
et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre de Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des sites d'activité économique désaffectés,
J.-L. THYS

De Koning, in akkoord met de Gemeenschapsexecutieven en met het Verenigd College, stelt de personeelsformatie, het statuut en de wedden van het personeel vast, alsmede de werkingsmodaliteiten van het Secretariaat. De personeelsleden worden gedetacheerd door de openbare diensten.

Art. 19. De voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van het Comité hebben recht op presentiegeld, waarvan het bedrag door de Koning wordt bepaald, in akkoord met de Gemeenschapsexecutieven en met het Verenigd College.

Zij ontvangen vergoedingen voor reis- en verblijfkosten, overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. Zij worden hiertoe gelijkgesteld met ambtenaren van rang 15; de voorzitter wordt gelijkgesteld met een ambtenaar van rang 17.

De externe wetenschappelijke deskundigen die geen lid zijn van het Comité en die door de beperkte commissies zijn aangewezen, kunnen worden vergoed onder de voorwaarden bepaald door de Koning, in akkoord met de Gemeenschapsexecutieven en met het Verenigd College.

Art. 20. De kredieten die nodig zijn voor de werking van het Comité zijn voor driekwart ten laste van de nationale begroting en voor een kwart ten laste van de begrotingen van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, zulks in gelijke delen.

Art. 21. Het huidige samenwerkingsakkoord zal worden goedgekeurd door een wet, door een decreet van de Raden van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap en door een ordonnantie van de Verenigde Vergadering bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen.

Art. 22. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag waarop de voorwaarde voorzien bij artikel 21 zal zijn vervuld.

Brussel, 15 januari 1993.

Voor de Staat :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Wetenschapsbeleid,
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid
en Leefmilieu,
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister van Tewerkstelling en Sociale Aangelegenheden,
Mevr. L. DETIEGE

De Minister van Financiën en Begroting, Welzijn en Gezin,
Gezondheidsinstellingen,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en
Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Financiën, Gezondheid en Gezin,
Sport en Toerisme,
J. MARAITE

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Minister van Financiën en Begroting, Ambtenarenzaken,
Externe Betrekkingen, Cultuur, Gezondheidsbeleid,
J. CHABERT

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,
J.-L. THYS